

Mercredi dernier, les chefs des partis politiques et quelques députés ont fait l'éloge du très honorable Ernest Lapointe. Je me permettrai de me joindre à eux. Il y a à peine deux mois disparaissait un grand Canadien, un des plus illustres fils de notre race. C'est avec un serrement de cœur que nous avons appris sa grave maladie et avec une extrême douleur que nous avons appris sa mort. L'une des figures les plus connues de notre Parlement n'occupe plus son siège. Notre pays a perdu un serviteur dévoué et fidèle. Qu'il soit mort à la tâche, ce n'est que le couronnement de sa carrière, le complément de toute sa vie. Pendant près de 38 ans, il a donné le meilleur de sa vie à sa patrie, grande et petite. Ni les obstacles, ni les luttes, ni la maladie ne l'ont empêché de faire son devoir jusqu'au bout. Ce que la nation canadienne lui doit ne peut être apprécié à sa juste valeur dans le moment. L'histoire lui donnera sa vraie place, tout à côté et sur un pied d'égalité avec les plus grands hommes de notre pays. Mais, même aujourd'hui, ses adversaires comme ses amis reconnaissent qu'il était un grand homme d'Etat. L'éloge de ses qualités, de ses talents, de ses travaux a été fait par des voix plus autorisées que la mienne, mais je veux me joindre à elles pour dire à Madame Lapointe, à mon ami Hugues et à Madame Oumet combien j'ai de peine et combien je sympathise à leur douleur. J'ai perdu un ami, un modèle, un conseiller. Le premier ministre n'a plus à ses côtés l'ami loyal et fidèle de toujours. Il manquera les conseils judiciaires de celui qui l'a toujours appuyé de sa parole chaude, sincère et vibrante. Dans son malheur, en lui serrant la main, je puis lui dire que nous aussi nous conserverons toujours le souvenir du grand disparu.

Monsieur le président, je ne m'illusionne aucunement sur les difficultés de la tâche que j'ai entreprise cet après-midi. Nous traversons, le monde entier traverse une crise terrible. Le monde se divise en deux groupes armés jusqu'aux dents pour faire maintenir dans l'univers leur idéologie, leurs idées au point de vue du gouvernement des peuples. Dans notre propre pays, nous avons à faire face à une situation qui nous est révélée dans le discours du trône et qui renversera, surtout dans ma province, bien des opinions pour lesquelles nous avons lutté pendant de nombreuses années. Je désire faire mes remarques avec calme. Je respecte trop l'opinion de nos adversaires pour leur dire des injures. Je n'oublierai pas, au cours de mes remarques, que je parle comme Canadien, habitant un pays de l'Amérique du Nord, partie du Commonwealth britannique, nation ayant une population de 12 millions, moins de 5 p. 100 de la population totale des Alliés en guerre

[M. Fournier (Hull).]

contre les pays de l'axe. Encore une fois, je parlerai comme Canadien français. Nous sommes dans un Parlement libre,—nous le devons aux institutions britanniques,—et personne ne peut empêcher un représentant du peuple d'exprimer ses sentiments avec conviction, ses opinions avec sincérité, tout en respectant, comme je le fais toujours, l'opinion des autres.

Je me propose de parler de l'effort de guerre du Canada de 1937 à date. J'ai eu l'honneur et le plaisir d'aller en Angleterre aux mois d'octobre et de novembre. Je donnerai mes impressions de ce voyage en anglais. Je continuerai mon discours en parlant des succès et des revers de nos alliés. Je traiterai ensuite de la partie la plus importante du discours du trône, celle qui se rapporte à la demande du Gouvernement d'être relevé de ses promesses et de ses engagements quant à l'enrôlement des hommes dans notre pays pour service outre-mer, et je le ferai en tâchant d'exprimer les opinions tout au moins des Canadiens français que je connais et dont j'ai la confiance.

Le Canada, comme tous les pays démocratiques, était et est encore un pays pacifique. Les démocraties ne se préparent pas à la guerre. C'est contre la nature même de leurs institutions. Vous n'avez qu'à vous rappeler les débats de la session de 1937 pour constater qu'il répugne aux peuples libres et démocratiques d'entrer en guerre pour des gains de territoires ou des avantages de commerce. Il faut que leur manière de vivre, leur liberté soient en jeu pour qu'ils prennent la décision suprême. En 1937, alors que nous constatons qu'une partie du monde s'armait pour faire dominer son idéologie et ses idées dans l'univers, le gouvernement canadien demanda au Parlement une augmentation de 35 millions dans ses crédits militaires et ce n'est qu'après une lutte de plusieurs semaines que le Parlement accorda cette augmentation.

En 1938, après avoir assisté à la spoliation de l'Autriche, à la prise d'une partie de la Tchécoslovaquie et au drame de Munich, la population a commencé à comprendre que le danger n'était pas si éloigné et qu'il fallait dépenser de l'argent et armer nos forces pour tâcher de défendre notre propre territoire et nos propres vies. Et de 1937 à 1939, à l'automne, le gouvernement a organisé sa propre défense nationale. Nous sommes entrés dans cette guerre au début des hostilités. Notre budget du temps n'était que de \$64,500,000. Aujourd'hui, il n'y a pas de limite. Le dernier budget a atteint \$1,500,000,000 et on nous annonce dans le discours du trône que notre effort de guerre s'augmentera encore. Il y a peu de critiques dans le peuple au sujet de l'effort de guerre actuel,—et je parle ici de la province de Québec,—il n'y a pas de critiques